

nisation de nos usines de pièces et de tuyaux d'acier, ainsi qu'une usine de fabrication de génératrices dont une société japonaise, Hitachi-Marubeni, a annoncé récemment la construction à Saskatoon, en vue d'écouler ses produits sur tout le marché nord-américain.

● (1610)

L'avenir semble certes prometteur et, si le gouvernement actuel est réélu, encore plus de projets seront mis sur pied et notre économie aura des bases encore plus solides qu'à l'heure actuelle.

Il convient de mentionner certaines mesures de façon particulière. D'abord, l'annonce récemment d'un taux hypothécaire garanti de 9.75 p. 100 pendant 10 ans rassurera les propriétaires qui craignaient de perdre leur bien le plus précieux, c'est-à-dire leur maison, à cause de la fluctuation des taux hypothécaires.

Deuxièmement, le programme de subventions à l'amélioration des maisons a eu un succès extraordinaire. Depuis trois semaines, le gouvernement a reçu des milliers d'appels téléphoniques et de demandes à ce sujet. La Société du logement de la Saskatchewan a eu du mal à satisfaire à la demande même après avoir affecté des lignes téléphoniques et des employés supplémentaires à cette fin. On pense que 4,000 travailleurs du bâtiment, qui devraient sinon se contenter des prestations d'assurance-chômage, auront du travail cet hiver à cause de cela.

Une mesure sociale très populaire du gouvernement progressiste conservateur actuel est un régime de pension provinciale volontaire pour les petits exploitants, leurs employés, les femmes au foyer et autres personnes qui ne sont pas pleinement inscrites ou admissibles à d'autres régimes de pension. Cette mesure suscite énormément d'intérêt. On constate à quel point cette mesure a été bien accueillie partout en Saskatchewan lorsqu'on voit les foules qui se pressent aux réunions tenues pour expliquer le régime.

Tout comme un ancien gouvernement du Parti social démocratique de la Saskatchewan avait instauré les régimes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie, qui ont par la suite été repris par d'autres provinces avant de devenir des régimes nationaux . . .

Le sénateur Frith: Est-ce le discours du trône qui sera prononcé en Saskatchewan?

Le sénateur Barootes: . . . je prévois que des régimes de pension du même genre seront plus tard instaurés par d'autres gouvernements provinciaux parce que ceux-ci ont déjà demandé bien des renseignements à ce sujet. C'est un régime extrêmement attrayant qui vise particulièrement les emplois mal rémunérés, les petites entreprises, les travailleurs indépendants et les travailleurs non rémunérés, comme les femmes au foyer.

Je m'excuse auprès du leader adjoint de l'opposition de parler un peu de ma province et des réalisations des deux gouvernements, mais il me pardonnera peut-être ce petit péché véniel vu les élections qui auront lieu prochainement.

Le sénateur Frith: Ce n'est pas à moi de vous pardonner.

Le sénateur Barootes: Mon honorable ami mérite le pardon.

Honorables sénateurs, c'est sans doute banal de dire que le Canada éprouve de graves problèmes financiers malgré un

niveau de vie apparemment élevé, mais c'est un fait. Nous avons accumulé une dette nationale écrasante qui atteindra peut-être de 250 à 300 milliards de dollars avant la fin de la législature actuelle. Cela représente quelque 10 000\$ ou davantage pour chaque homme, femme et enfant au Canada. Les gouvernements accaparent près de 50 p. 100 de notre produit national brut pour maintenir leurs programmes et assurer le service de cette dette. Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de nous déclarer en faillite comme le peuvent les entreprises, ni effacer nos dettes, que nous les ayons contractées auprès de nos concitoyens ou de créanciers étrangers.

Peut-être avons-nous été excessivement prodigues dans le passé. Peut-être, comme le disent certains économistes, nous sommes-nous lancés trop vite dans l'édification d'un réseau de sécurité sociale élaboré avant que notre pays n'ait atteint un niveau de population et de développement suffisant pour se garantir une base financière et industrielle suffisamment solide. Peut-être nos gouvernements, avides de consolider leur base et de créer des emplois, ont-ils fait preuve d'une générosité financière coupable auprès de nos industries. Mais quelle que soit la cause, le résultat saute aux yeux. Nous avons une dette énorme et des intérêts colossaux à payer chaque année; des intérêts qui semblent s'alourdir chaque année. En fait, l'intérêt de notre dette représente actuellement presque le triple du montant que nous consacrons à l'assurance-chômage. Notre industrie a un bilan d'exploitation positif, c'est-à-dire un bilan avant le paiement de la dette, et c'est le service de cette dette qui représente la quasi-totalité de notre déficit annuel.

Peut-être avons-nous seulement suivi la première moitié de la théorie économique de Keynes sans prêter attention à son deuxième volet. Nous avons décidé de sortir de la récession grâce à des dépenses financées par un déficit fédéral. C'est ainsi qu'en 1975, quand le Canada était en pleine récession, il nous a semblé raisonnable d'admettre un déficit de 3,8 milliards de dollars. Nous avons toutefois oublié le deuxième volet de cette théorie économique qui veut qu'en période de vaches grasses, le gouvernement se constitue un excédent pour réduire sa dette et permettre aux emprunteurs du secteur privé d'avoir accès à des capitaux rarifiés alors que se développe la capacité de production du pays. Malheureusement, nous avons omis de le faire durant la période de prospérité de 1976 à 1979. En fait, nous avons poursuivi sur notre lancée et pratiquement triplé les dépenses fédérales et décuplé notre déficit.

Nous traversons donc une sombre passe car nul n'est prêt à réduire du jour au lendemain les dépenses fédérales, ce qui serait d'ailleurs le meilleur moyen de précipiter notre économie dans le chaos. Nul n'est prêt à multiplier du jour au lendemain les taxes et les impôts pour combler ce déficit car ce serait non seulement suicidaire sur le plan politique, mais ce serait aussi étouffer toute l'expansion industrielle et financière privée qui constitue la principale source de nouveaux emplois.

Inutile de maudire notre destin et d'essayer de désigner un coupable de notre dette actuelle. Les politiques qui ont débouché sur cette situation ont été adoptées de façon parfaitement régulière et en toute bonne foi par un gouvernement dûment et démocratiquement élu et par le Parlement du Canada. Ce n'est pas en nous accusant mutuellement ni en désignant des boucs émissaires que l'on résoudra ce problème. Il sera bien temps de